

tiennent comme un seul homme (*Applaudissements*)

Et ils applaudissent à leur propre stupidité. Par contre, ce Parlement qu'il s'agisse des députés de ce côté-ci ou de l'autre côté ou de ce coin d'où viennent tant d'applaudissements, influence le peuple canadien, l'opinion publique. L'essence de la démocratie, c'est d'influencer l'opinion publique. Lorsqu'un gouvernement subit de trop fortes pressions, il s'en va, car l'opinion publique l'a condamné. Nous avons vu des gouvernements battre en retraite. C'était le cas du dernier gouvernement libéral. Son successeur prétend foncer, quoi qu'il advienne. Voilà son attitude.

J'aimerais consigner au compte rendu l'opinion de certains quotidiens. Le député de Calgary-Sud a certainement dû recevoir une lettre du quotidien publié dans notre ville. Voici l'opinion de ce journal:

Le ministre des Postes, M. Eric Kierans, continue de manifester une incompréhension lamentable de l'importance que revêt sa proposition de hausser les tarifs postaux des journaux de 100 p. 100, pour la partie consacrée aux nouvelles, et de 300 p. 100 pour la partie consacrée à la réclame.

Il est intéressant de noter que nous augmentons nos tarifs sur les objets de deuxième classe de 100 p. 100 et de 300 p. 100 tandis qu'aux États-Unis—et je tiens compte de la densité de la population—les taux n'ont augmenté que de 13 ou de 14 p. 100.

Ce sont les abonnés qui reçoivent le journal par la poste—en particulier les abonnés ruraux—ce sont eux qui seront secoués par la hausse fantastique, non les journaux.

En fait, le ministre a dit aux quotidiens que les cultivateurs n'avaient pas droit à leur courrier. Nous savons que l'autre ministre a livré les fermes aux banques à charte du Canada, à cause des taux d'intérêt. Maintenant, celui-ci prive les cultivateurs des hebdomadaires et des quotidiens en imposant de tels tarifs. Je reprends la citation:

Pourtant, à la Chambre des communes mardi, M. Kierans s'est plaint que les «subventions» des Postes aux éditeurs de journaux s'élèvent à 37 millions de dollars.

Le problème ne se résume-t-il pas aux priorités financières? Le gouvernement peut très bien gaspiller 54 millions de dollars pour ériger un centre national des arts dont l'exploitation coûtera 3 ou 4 millions au pays. Aucune objection. Mais il ne peut pas verser une subvention de 30 millions aux usagers ou

[M. Woolliams.]

abonnés des quotidiens du pays. Nous gaspillons 54 millions et 3 millions de plus par année pour construire ce centre des arts. Quand sera-t-il terminé? Le premier ministre a laissé entendre que nous ne pouvons maintenant le démolir parce qu'il a coûté trop cher au pays.

Une voix: Règlement.

M. Woolliams: Telle est l'attitude du gouvernement. Un député a dit: «Règlement.» Il est déréglé mentalement et physiquement depuis son entrée à la Chambre.

Les journaux ne recouvrent pas leurs frais de production grâce aux abonnements: ils comptent sur la réclame pour réaliser des bénéfices.

Une voix: 145 millions de dollars pour Radio-Canada.

Des voix: Bravo.

M. Woolliams: Quelqu'un a dit: «Bravo». Évidemment, il obtient de Radio-Canada une bonne publicité. Je demanderai comment il se fait que Radio-Canada, au moment où nous nous inquiétons des déficits du pays, puisse demander au gouvernement, sous forme de prêts, des sommes qui ne seront jamais remboursées sans l'approbation du Parlement? Si ce n'est pas de la discrimination, et j'éprouve cependant du respect pour Radio-Canada, puisque la Société a été créée sous un gouvernement conservateur... (*Exclamations*)

C'est de la discrimination contre les quotidiens et les hebdomadaires en faveur de Radio-Canada, en ce qui touche à la diffusion des nouvelles.

Puis-je déclarer qu'il est onze heures?

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Comme il est maintenant onze heures, je dois quitter le fauteuil, faire rapport de la question et demander à siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, tandis que le ministre des Postes songe tranquillement à répondre à toutes les questions qui lui ont été posées aujourd'hui, je voudrais demander au leader de la Chambre de songer à présenter le bill sur les avances en espèces en premier lieu demain, afin que nous l'adoptions.